

ORGANISONS LES LUTTES POUR **MAI 2008** FAIRE OBSTACLE A LA POLITIQUE DE SARKOZY, DE LA DROITE ET DU MEDEF!

Coordination Communiste 59-62
Pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire
BP51, 59007 Lille Cedex—coordcommuniste@numericable.fr
<http://coordin.communiste.free.fr>



Dans sa dernière livraison médiatique, Sarkozy fait mine de reconnaître un certain nombre d'erreurs mais persiste dans ses objectifs : toujours prendre plus aux démunis pour donner aux nantis. Depuis plus d'un an, la machine à broyer sarkozienne a passé la surmultipliée : casse des services publics (sécu, santé, éducation, recherche, ...), casse des acquis sociaux (code du travail, retraites...), dégringolade du pouvoir d'achat, mesure soi-disant phare dans sa campagne électorale. Nombre de

français ont été illusionnés par le prestidigitateur Sarkozy et son miroir aux alouettes. Son discours électoral populiste a berné une majorité de Français, aidé en cela par la complicité de socialistes «reconvertis» (Kouchner, Hirsch, Amara...). Un an après, c'est déjà le désenchantement : selon un sondage IFOP, 72 % des Français se disent mécontents de l'action du président. Les raisons du mécontentement sont nombreuses :

Casse des salaires et baisse du pouvoir d'achat pour les salariés, profits monstrueux pour les patrons

Les prix flambent : avec une inflation officielle de près de 3% mais des produits de première nécessité qui ont vu leurs prix exploser (céréales, lait...) essentiellement pour des raisons de spéculation financière, une nouvelle augmentation de 5.5% du prix du gaz qui fait suite à celle de 4% de janvier 2008, ce sont toujours les démunis qui trinquent. De plus, pour éviter la soi-disant « spirale inflationniste », Jean-Claude Trichet, directeur de la Banque centrale européenne préconise un gel des salaires : message reçu 5 sur 5 par le MEDEF et Sarkozy !

Le triste HIRSCH, père de la misère institutionnalisée en mission commandée, va lui aussi déshabil-

SOLIDARITE
avec les salariés de La Redoute-Wattrelos / Roubaix
En grève depuis un mois
150 euros de plus par mois!
Embauche des intérimaires!
28 salariés convoqués au tribunal le 29 mai
suite au piquet de grève:
HALTE à la répression syndicale!

ler Pierre pour habiller Paul : pour financer le RSA, on taxe la prime sur l'emploi qui alimentait déjà des ménages dans le besoin ! On veut nous faire cotiser 41 ans alors que toutes les études montrent que la durée moyenne du travail en France est de 33 ans. C'est évidemment une autre manière de faire baisser nos retraites. A côté de cela, l'arrogance et le mépris de la droite et du MEDEF n'ont d'égal que les profits engrangés

pour une minorité d'actionnaires : 32 milliards d'euros pour les entreprises du CAC 40 cette année ! En plus du paquet fiscal pour les riches, chiffré à 10 milliards d'euros pour 2008 (auxquels s'ajouteront 13 milliards en 2009, puis 15 milliards en 2010) voté par le gouvernement à la sauvette l'été dernier.

De partout gronde le mécontentement : les mouvements sociaux sont nombreux, des secteurs réputés « calmes » se mettent dans le mouvement (grande distribution).

Dans notre région, les salariés de La Redoute mènent une lutte exemplaire.

Oui les salaires doivent augmenter. Comme ont su le faire les ouvriers de DACIA en Roumanie, faisons rendre gorge aux patrons.

Course à la mondialisation: ALLEZ LA FRANCE!



Casse des services publics, casse des statuts et des acquis sociaux

La logique financière ne s'accommode pas des solidarités. Ayant pour fonction la satisfaction des besoins essentiels de tous, les services publics, dont la qualité est pourtant appréciée par une grande majorité de français, subissent une attaque en règle. Sous prétexte de réduire « les déficits publics », avec plus de 160 000 postes de fonctionnaires supprimés d'ici 2012, c'est une véritable saignée qui est opérée par le gouvernement SARKOZY-FILLON. En première ligne de mire, l'Education Nationale (21 000 postes supprimés de 2003 à 2007, 11 000 rien que pour cette seule année 2008, dont 35% transformés en heures supplémentaires). Pourtant, les besoins existent. Les classes sont surchargées, et 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme. Alors qu'il faudrait un véritable plan « Marshall » pour engager une politique d'éducation au service de tous, c'est à un véritable Waterloo éducatif, scientifique et culturel auxquels nous conduisent Sarkozy et Fillon. Il en est de même dans l'enseignement supérieur et la Recherche avec la loi LRU qui ouvre la voie à la privatisation de l'Université

Ce sont les générations futures, c'est la jeunesse d'aujourd'hui qui fera les frais de cette politique..

Dans le domaine de la santé, la logique de solidarité (tout le monde paie) fait peu à peu place à une logique mercantile (les malades paient pour les malades) dont les franchises médicales ne sont que la face émergée de l'iceberg. C'est devenu un luxe de se soigner : de nombreux pans de la population ne peuvent plus accéder aux soins à cause des dé-

remboursements massifs et de mutuelles inaccessibles (chez les étudiants, on estime que 30 % d'entre eux ne peuvent pas se soigner, alors que dire des populations soi-disant « couvertes » par la CMU). L'éternel refrain du « trou de la sécu » est le faux prétexte à cette casse systématique du système de santé. Or les parts des taxes sur le tabac et sur l'alcool, de la TVA ne sont pas reversées par l'Etat. A cela s'ajoute les retards de paiement pour les contrats aidés ainsi que ceux accumulés par les entreprises. Ainsi, on doit plus de 20 milliards d'euros à la Sécurité Sociale, somme largement supérieure au « trou » évalué à 11 milliards. La encore, le principe est le même : on fragilise le système en le mettant en cessation de paiement et ensuite on dit qu'il ne marche pas et qu'il faut le « réformer ». La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) constitue l'arme de destruction massive concoctée par Sarkozy-Fillon pour en finir avec les services publics « à la française ». Casse des services, casse de la fonction publique (d'état, hospitalière et territoriale), casse des statuts des fonctionnaires (introduction de la notion de licenciement). Avec la même logique que celles adoptées pour d'autres secteurs (EDF, Poste, Transports) à savoir la privatisation, via l'externalisation des activités profitables et l'abandon du reste des missions.

La encore, la révolte gronde et nous devons être aux côtés de ceux qui se battent pour préserver ces acquis chèrement payés mettre en échec ce projet.

Une logique répressive au service de cette politique

Pour accompagner cette politique, Sarkozy - Fillon ont mis en place une logique de répression. Les libertés individuelles et collectives s'effritent (réforme de la justice, réforme du code du travail). Les franges les plus fragilisées en font les frais. Lorsque l'on analyse le traitement réservé aux sans-papiers en lutte, la question de l'Etat de droit est réellement posée. Le traitement quasi-

colonialiste (rafles, reconduites musclées, échappatoires à la justice) que subissent ces populations doit nous interpeller. Le combat qu'ils mènent actuellement (que ce soit en Ile de France avec les grèves des sans-papiers ou la marche sur Paris organisée par le CSP 59) mérite notre attention et notre solidarité.

Une politique internationale qui accompagne les aventures guerrières de l'OTAN

Alors que le Président et ses Ministres ne cessent de répéter que les caisses sont vides l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan s'inscrit dans la volonté de ce gouvernement de s'arrimer aux logiques guerrières et « civilisatrices » de l'OTAN dont la France va réintégrer le commande-

ment. Ne nous laissons pas tromper par les mensonges des « marchands de canons » qui veulent nous entraîner dans des guerres contre tous les pays qui font obstacles à la mondialisation et à la loi du marché, mobilisons-nous pour la Paix.

De partout la révolte gronde. Il faut stopper la casse et inverser la vapeur. Renouons avec la solidarité des luttes.

Faisons de ce 1^{er} mai une première étape vers une offensive généralisée contre la politique Sarkozy - Fillon !

Travaillons à la convergence des luttes le 15 mai !